

[Text]

• 1620

The Minister also announced on Thursday, February 15, that Canada had been informally asked. When we come to mention Laos, Mr. Chairman, I will have to take refuge in a certain amount of confusion. It is a confused situation. We have been asked but we are not at this point even quite sure who it was who asked us to take part. Inquiries were made by various parties but the names and the signatures were not very familiar, and the descriptions of the people who signed it represent no known body as far as we can tell.

On February 26 the Minister took part in the opening of the conference in Paris and again found himself presented with a gavel and a chair to occupy. I will leave off at this point at this rather brief run over the events of the last four months, and if there are some questions in any particular areas, my colleague and I would be very glad to try to answer them.

The Chairman: Mr. Brewin.

Mr. Brewin: Mr. Chairman, I will just change the subject slightly. Mr. Sharp announced at some stage that Canada would be assisting in the reconstruction of both North and South Viet Nam. Have any definite plans been made about that at all?

Mr. Andrew: I think the answer to this question should more properly come from someone on the CIDA side of the operation but I think I can say there is an intention; perhaps I might even say there is a precise program but not an approved one. At the official level a good deal of thought has been given to exactly what will be done, but at the moment there is no ceasefire in effect and the idea of reconstruction, for example, is a little premature.

Mr. Brewin: Mr. Chairman, just one further question, although the answer might have to be fairly prolonged. Would Mr. Andrew care to summarize, but perhaps that is too difficult a job, the actual terms of the agreement particularly as they affect the functions of the ICCS, the International Committee on Control and Supervision.

Mr. Andrew: It is a very difficult document to summarize. It consists of one agreement with four protocols and you have to read them with your fingers through the pages because they interrelate and cross refer.

Mr. Brewin: They are also highly ambiguous, are they not?

Mr. Andrew: They are difficult, they are not easy and in some areas they seem to be imprecise. We are not entirely sure in some areas what our responsibilities would be. I think this will have to work itself out in practice. Indeed, the main thing in this type of agreement is the intention of the parties to abide by it. If they intend to abide by it, the precision of the words are not so important. If they do not intend to abide by it, you may have the most precise terminology imaginable but it will still be impossible to apply. I have not summarized as requested. I think it would take a long time.

• 1625

[Interpretation]

Le ministre a aussi annoncé jeudi, le 15 février, que le Canada avait été approché de manière officieuse. Lorsque nous en viendrons au Laos, monsieur le président, je devrai me garer par un peu de confusion. La situation est confuse. On nous a demandé mais nous ne sommes pas à ce moment trop certains qui nous a proposé pour jouer ce rôle. Des enquêtes ont été faites auprès des diverses parties intéressées, mais les noms et les signatures ne sont pas familiers et la description des personnes n'éveille en nous aucun écho.

Le 26 février, le ministre assistait à l'ouverture de la conférence à Paris et on lui a de nouveau passé le marteau et poussé le fauteuil. Je vais couper ici cette revue des événements des quatre derniers mois et mon collègue et moi serons heureux de répondre aux questions qu'elle aura suscitées.

Le président: Monsieur Brewin.

M. Brewin: Monsieur le président, je vais un peu dévier du sujet. M. Sharp a annoncé à un certain moment que le Canada aiderait à la reconstruction et du Nord et du Sud Vietnam. Est-ce que des plans précis ont été établis à ce sujet?

M. Andrew: Je pense que la réponse à cette question serait mieux appropriée de la part d'un membre de l'ACDI mais je peux mentionner que l'intention existe; je pourrais peut-être même ajouter que le programme est très précis mais n'est pas encore approuvé. A l'échelon officiel, on a beaucoup réfléchi à la manière dont cela doit se faire exactement, mais en ce moment, le cesser-le-feu n'est pas un fait accompli et l'idée de la reconstruction, entre autre, semble un peu prématurée.

M. Brewin: Monsieur le président, encore une question, quoiqu'elle puisse exiger une réponse assez longue. Est-ce que monsieur Andrew pourrait résumer, ce qui est peut-être trop difficile, les termes effectifs de l'accord particulièrement en ce qui a trait aux fonctions de la CICS, la Commission internationale de contrôle et de surveillance.

M. Andrew: Il est en effet très difficile de résumer ce document. Il s'agit d'un accord faisant appel à 4 protocoles et il faut les lire en les suivant du doigt page à page car ils se croisent et s'entrecroisent.

M. Brewin: Ils sont aussi fort ambigus, n'est-ce pas?

M. Andrew: Ils sont difficiles à déchiffrer, ils sont parsemés d'embûches et semblent parfois imprécis. Nous ne sommes pas absolument certains de ce que seraient nos responsabilités sur certains points. Je présume que la pratique les libellera. En réalité, l'aspect principal d'un accord de ce genre est l'intention des parties à s'y conformer. Si les parties sont prêtes à en respecter les termes, l'exactitude de la terminologie n'est pas importante. Si les parties n'ont pas l'intention de se conformer aux dispositions de l'accord, quelle que soit la précision des termes, l'application en demeurera impossible. Je n'ai pas résumé comme

vous l'aviez demandé; il faudrait beaucoup de temps pour le faire.